



**BUREAU
VERITAS**

SOLUTIONS

AUDIT D'ACCESSIBILITE HANDICAPEE

MINISTERE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ETRANGERES

Site CASTERNEAU

BATIMENT 1

17 RUE DU CASTERNEAU – 44000 NANTES

Votre contact :

Florian BOCHEREL
Chargé d'affaires Maîtrise d'Œuvre
et Coordonnateur SSI
Tél. : 07.86.83.57.34
florian.bocherel@bureauveritas.com

Révision 0

Bureau Veritas Solution SAS

Building
& Infrastructure

4 rue Duguay Trouin
44800 Saint Herblain

www.bureauveritas.fr

Table des matières

1	Rappel du contexte et enjeux	2
2	Rédaction et version	3
2.1	Rédaction	3
2.2	Version	3
2.3	Destination	3
3	Description et classement de l'établissement	4
3.1	Description sommaire de l'établissement	4
3.2	Classement	4
4	Référentiel réglementaire	5
4.1	Pour les parties réservées au personnel (Code du travail)	5
4.2	Pour les parties accessibles au public (ERP)	5
5	Présentation des scénarii d'amélioration du niveau d'accessibilité handicapée	6
5.1	Propos liminaires	6
5.2	Scénario 1 : préconisations relatives aux dispositions exigibles dans le cadre strict de la réglementation applicable (ERP et Code du travail selon les zones concernées)	7
5.3	Scénario 2 : préconisations complémentaires exigibles dans le cadre d'une réglementation aggravante non exigible (ERP) dans les parties relatives au seul Code du travail	7
6	Audit d'accessibilité handicapée	8
6.1	Cheminement extérieur	8
6.2	Stationnement automobile	9
6.3	Accès au bâtiment	9
6.4	Dispositions relatives à l'accueil	10
6.5	Circulations intérieures horizontales	11
6.6	Ascenseur – Appareil élévateur	12
6.7	Escaliers	12
6.8	Revêtements sols murs plafonds	13
6.9	Portes	14
6.10	Sorties	15
6.11	Equipements accessibles	15
6.12	Sanitaires	16
6.13	Eclairage	17
6.14	Dispositions spécifiques applicables à certains types d'établissements	18

1 Rappel du contexte et enjeux

L'objet du présent rapport est d'évaluer le niveau d'accessibilité handicapée des différents bâtiments du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, constituant le site CASTERNEAU, et dont l'accès principal est situé au 17 rue du Casterneau à Nantes.

Par ailleurs, différents scénarii d'amélioration du niveau d'accessibilité seront proposés au regard des dispositions réglementairement attendues, mais aussi des dispositions non exigibles compte tenu du classement du bâtiment concerné, et éventuellement des impossibilités techniques menant à la proposition de dérogations assorties de mesures compensatoires.

Dans le même temps, les différentes prescriptions émises feront l'objet d'une estimation financière indicative.

2 Rédaction et version

2.1 Rédaction

Le présent rapport a été préparé et rédigé par Florian BOCHEREL, en date du 24 avril 2023.
Il fait suite à la visite du site CASTERNEAU, réalisée le 17 avril 2023.

2.2 Version

Date	Version	Validation	Commentaire
24/04/2023	1		Rapport audit final

2.3 Destination

Ce rapport est adressé à :

- Monsieur JEROME COLAS – Chef de section – DGA/DAGN/BMI/PMI – Ministère de l'Europe et des affaires étrangères

3 Description et classement de l'établissement

3.1 Description sommaire de l'établissement

Le bâtiment 1 est un bâtiment de l'Etat classé au titre des monuments historiques, exploité par le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Construit en matériau traditionnel, le bâtiment s'élève de 3 étages sur rez-de-chaussée. Il présente une SUB de 3 144,30 m².

L'exploitation du bâtiment se décompose sommairement comme suit :

- RDC : salles de lecture et d'exposition (recevant du public), bureaux du personnel, archives, locaux techniques
- R+1 à R+3 : bureaux du personnel, salles de réunion, archives



3.2 Classement

Le bâtiment 1 accueille du public uniquement au RDC (salles de lecture et d'exposition). Selon les informations transmises, il semble constituer un ERP de 5^{ème} catégorie de types S et Y, dont les étages (R+1 au R+3) sont strictement réservés au personnel.

4 Référentiel réglementaire

4.1 Pour les parties réservées au personnel (Code du travail)

Dans le cadre des conditions d'accessibilités des personnes handicapées sur le site, le présent document fera référence aux textes réglementaires suivants :

- Code du travail
- Articles R. 4214-26 à R. 4214-28 du Code du travail
- Arrêté du 27 juin 1994 relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l'article R. 235-3-18 du code du travail

4.2 Pour les parties accessibles au public (ERP)

Dans le cadre des conditions d'accessibilités des personnes handicapées sur le site, le présent document fera référence aux textes réglementaires suivants :

- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 : loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées
- Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014, modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public
- Arrêté du 8 décembre 2014, fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

5 Présentation des scenarii d'amélioration du niveau d'accessibilité handicapée

5.1 Propos liminaires

5.1.1 Parties accessibles au public (ERP)

Depuis la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, les établissements recevant du public (ERP) doivent être accessibles à tous les types de handicap. Ils doivent permettre à tout le monde, sans distinction, de pouvoir y accéder, y circuler et recevoir les informations diffusées.

S'agissant d'un établissement existant, l'étude sera fondée sur les dispositions prévues par l'arrêté du 8 décembre 2014, fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

5.1.2 Parties relatives au Code du travail

Pour assurer l'accessibilité des personnels handicapés, conformément aux dispositions de l'article R. 235-3-18 du code du travail, les maîtres d'ouvrage entreprenant la construction ou l'aménagement de bâtiments visés à l'article R. 235-1 du même code doivent appliquer les prescriptions énoncées dans l'arrêté du 27 juin 1994 relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements).

Toutefois, les aménagements de bâtiments existants sont soumis aux dispositions particulières suivantes :

- les parties de bâtiments ou d'installations correspondant à la création de surfaces nouvelles doivent respecter les dispositions du présent arrêté ;
- les travaux de restructuration modifiant les cheminements, locaux et équipements visés par le présent arrêté doivent également respecter les dispositions précitées, dans la mesure où les structures ou l'implantation des bâtiments le permettent ;
- les travaux réalisés à l'intérieur des surfaces ou volumes existants doivent au minimum maintenir les conditions d'accessibilité préexistantes.

Dès lors, lorsqu'un établissement relatif au seul Code du travail et dont la construction est antérieure à 1994, ne fait l'objet d'aucun aménagement, celui-ci n'est redevable d'aucune disposition visant *a minima*, à l'amélioration du niveau d'accessibilité handicapée.

Toutefois dans le cadre de la présente étude, les établissements antérieurs à 1994 seront analysés dans l'hypothèse où ils feraient l'objet de travaux impactant l'ensemble du cadre bâti et qu'alors, les dispositions d'accessibilité réglementairement exigibles leur étaient imposées.

S'agissant des établissements dont la construction a été réalisée après 1994, ceux-ci sont soumis en tout état de cause, aux dispositions prévues par l'arrêté du 27 juin 1994.

5.2 Scénario 1 : préconisations relatives aux dispositions exigibles dans le cadre strict de la réglementation applicable (ERP et Code du travail selon les zones concernées)

Les éventuelles préconisations émises dans le cadre de ce scénario, correspondront aux dispositions prévues par l'arrêté du 27 juin 1994 pour les parties relatives au Code du travail, et celles prévues par l'arrêté du 8 décembre 2014 pour les parties accessibles au public (ERP).

5.3 Scénario 2 : préconisations complémentaires exigibles dans le cadre d'une réglementation aggravante non exigible (ERP) dans les parties relatives au seul Code du travail

Les préconisations émises dans le cadre de ce scénario, n'intéresseront que les parties relatives au Code du travail et correspondront aux dispositions prévues par l'arrêté du 8 décembre 2014, modifié, fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant.

Ces dispositions relatives aux ERP peuvent s'inscrire en complément de celles exigibles réglementairement (scénario 1) compte tenu généralement de leurs caractéristiques plus détaillées, mais aussi lorsqu'elles ne sont pas traitées par le Code du travail s'agissant des modalités de déplacement (accès, portes, sorties...) ou encore des modalités d'usage des équipements mis à disposition.

6 Audit d'accessibilité handicapée

6.1 Cheminement extérieur

6.1.1 Constat – Etat existant

Nous rappelons que réglementairement, un cheminement accessible doit permettre d'accéder à l'entrée du bâtiment depuis l'accès du terrain. Ce cheminement doit faciliter la chaîne de déplacement depuis l'extérieur du terrain. L'entrée au site de Casterneau sera étudiée dans le cadre du bâtiment 2.

Depuis la cour intérieure du site, l'entrée du bâtiment 1 est accessible par l'intermédiaire d'un plan incliné présentant des caractéristiques satisfaisantes.

L'escalier extérieur contigu à la rampe présente quant à lui des carences en termes d'équipement (absence de bande podotactile d'éveil en haut de la volée de marches, absence de nez de marches contrastés et non glissants, absence d'une seconde main courante, 1^{ère} et dernière contre marche non contrastée).

6.1.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
<p>Escalier (entrée principale) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ajouter une seconde main courante ; - Ajouter des bandes contrastées et antidérapantes sur les nez-de marche ; - Prolonger horizontalement la main courante existante (au pied de l'escalier). - Mener les aménagements suivants : <ul style="list-style-type: none"> o Bande d'éveil à la vigilance implantée à 0,50cm de la 1^{ère} marche ; o 1^{ère} et dernière contremarches visuellement contrasté. <p>Par ailleurs, depuis les places de stationnement réservées aux personnes handicapées, il conviendra de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Signaler par une pancarte adaptée, l'entrée de l'établissement ; - Contraster visuellement et tactilement le cheminement par rapport à son environnement afin de permettre sa détection à la canne ou au pied. A défaut, le cheminement doit comporter une bande de guidage respectant les spécifications de la norme NF P 98-352 :2014 ; <p>Estimatif : 5 600 € HT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Seconde main courante : 2 500€ - Bandes contrastées et antidérapantes sur les nez-de marche : 1 000 € - Prolongement de la main courante existante : 500 € - Bande d'éveil : 600 € - Bande de contraste des contremarches : 200 € - Signalisation et bande de guidage podotactile : 800 €

6.1.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
Dito scénario 1.

6.2 Stationnement automobile

6.2.1 Constat – Etat existant

La cour du site présente deux places de stationnement réservées aux personnes handicapées. Si elles présentent des dimensions satisfaisantes, celles-ci ne sont pas signalées verticalement.

6.2.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
Les emplacements existants devront faire l'objet d'une signalétique verticale. Estimatif : 1 600 € HT

6.2.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
Dito scénario 1.

6.3 Accès au bâtiment

6.3.1 Constat – Etat existant

L'entrée principale du bâtiment est facilement repérable depuis la cour.

L'accès au bâtiment est sans ressaut depuis le perron de l'escalier extérieur (également palier haut de la rampe).

La porte vitrée de l'entrée présente deux vantaux égaux de 0,70m de large et n'est pas repérée par des bandes de signalisation. En outre, le lecteur de badge permettant l'ouverture de la porte à effacement latéral est implanté à moins de 40cm d'un angle rentrant.

6.3.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
<p>Remplacer la porte d'entrée par une porte tiercée présentant un vantail principal d'au moins 0,80m de large. Dans le cas où la nouvelle porte serait vitrée, celle-ci devra présenter deux bandes de signalisation respectivement implantées à 1,10m et 1,60m du sol (non chiffré).</p> <p>Par ailleurs, le lecteur de badge associé à la porte à effacement latéral devra être déplacé à plus de 40cm d'un angle rentrant, à une hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m.</p> <p>Estimatif : 3 000 € HT</p>

6.3.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
Dito scénario 1.

6.4 Dispositions relatives à l'accueil

6.4.1 Constat – Etat existant

La banque d'accueil de la salle de lecture dispose d'une tablette abaissée dont le vide inférieur permet le passage des pieds et des genoux d'une personne circulant en fauteuil roulant. Néanmoins, la face supérieure de cette tablette est implantée à plus de 0,80m du sol.

6.4.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
<p>Déplacer la tablette afin que celle-ci présente une face supérieure implantée à une hauteur maximale de 0,80m, ainsi qu'un vide en partie inférieure d'au moins 0,30m de profondeur, 0,60m de largeur et 0,70m de hauteur.</p>

Estimatif : 100 € HT

6.4.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
Dito scénario 1.

6.5 Circulations intérieures horizontales

6.5.1 Constat – Etat existant

Les circulations sont continues et sans ressaut.

Au RDC, la partie non accessible au public (vers le bâtiment 4) présente un plan incliné dépourvu de palier haut formant espace de manœuvre de la porte contiguë.

6.5.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
Aucun aménagement à prévoir ni au titre du Code du travail, ni au titre des ERP (zone non accessible au public).

6.5.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
Compte tenu de l'impossibilité technique de déplacer le plan incliné réservé au personnel, afin d'aménager un espace de manœuvre horizontal pour la porte contiguë, nous proposons de motoriser l'ouverture de la porte afin que celle-ci puisse s'effectuer avant le franchissement du plan incliné par une personne en situation de handicap. Le dispositif de commande de la porte devra être implanté en amont du plan incliné, à une hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m et à plus de 40cm d'un angle rentrant.

6.6 Ascenseur – Appareil élévateur

6.6.1 Constat – Etat existant

Sans objet.

Les ascenseurs permettant l'accès à tous les niveaux, sont implantés dans le bâtiment 4.

Toutefois, les niveaux R+1 à R+3 du bâtiment 1 (non accessible au public), sont desservis par un ascenseur accessible aux personnes handicapées mais ne présentant aucune signalisation sonore ou visuelle.

6.6.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
Aucun aménagement à prévoir ni au titre du Code du travail, ni au titre des ERP (ascenseur non accessible au public).

6.6.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
<p>Sur les paliers et en cabine, mettre en œuvre une signalisation sonore et visuelle (ouverture des portes, sens de déplacement, message vocal indiquant la position...) ;</p> <p>Estimatif : 6 000 € HT :</p> <ul style="list-style-type: none">- Signalisation palière (sonore et visuelle) : 3 x 1 200 € = 3 600 € ;- Signalisation cabine (sonore et visuelle) : 1 200 € = 2 400 € ;

6.7 Escaliers

6.7.1 Constat – Etat existant

Aucun escalier intérieur n'est accessible au public.

Tous les escaliers réservés au personnel présentent des carences concernant les mains courantes (absence de prolongement et/ou d'une seconde main courante), et sont dépourvus de nez-de-marche contrastés.

6.7.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
<p>Escalier entrée du personnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ajouter des bandes contrastées et antidérapantes sur les nez-de marche ; - Prolonger les mains courantes existantes (paliers haut et bas) ; <p>Escaliers en bois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ajouter une seconde main courante côté mur périphérique (du R+2 au R+3) ; - Ajouter des bandes contrastées et antidérapantes sur les nez-de marche ; - Prolonger les mains courantes existantes (du RDC au R+1) ; <p>Estimatif : 14 600 € HT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Seconde main courante : 4 x 1500 € = 6 000 € ; - Prolongement des mains courantes existantes : 8 x 500 € = 4 000 € ; - Bandes contrastées et antidérapantes sur les nez-de marche : 4 600 €.

6.7.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
<p>En complément des préconisations faites au scénario 1, il conviendra de mener les aménagements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les prolongements prescrits devront être réalisés horizontalement (non chiffré) ; - Mener les aménagements suivants pour chaque volée : <ul style="list-style-type: none"> o Bande d'éveil à la vigilance implantée à 0,50cm de la 1^{ère} marche ; o 1^{ère} et dernière contremarches visuellement contrasté. <p>Estimatif : 3 500 € HT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bande d'éveil : 7 x 300 € = 2 100 € ; - Bande de contraste des contremarches : 7 x 200 € = 1 400 €

6.8 Revêtements sols murs plafonds

6.8.1 Constat – Etat existant

Les revêtements utilisés dans l'établissement ne créés pas de gêne visuelle pour les personnes ayant une déficience sensorielle.

Les revêtements de sol permettent une circulation aisée des personnes handicapées, et ne présentent pas de ressauts supérieurs à 2cm.

6.8.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
Aucun aménagement à prévoir.

6.8.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
Dito scénario 1.

6.9 Portes

6.9.1 Constat – Etat existant

D'une manière générale les portes présentent des espaces de manœuvre satisfaisants ainsi que des largeurs satisfaisantes. Les portes en défaut ont été traitées ci-avant aux paragraphes 6.3 et 6.5.

6.9.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
Aménagements prévus aux paragraphes 6.3 et 6.5

6.9.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
Dito scénario 1.

6.10 Sorties

6.10.1 Constat – Etat existant

Les sorties normales sont facilement repérables (identiques aux accès).

6.10.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
Aucun aménagement à prévoir.

6.10.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
Dito scénario 1.

6.11 Equipements accessibles

6.11.1 Constat – Etat existant

Les équipements mis à disposition (photocopieuse, fontaine à eau, etc.) sont accessibles, à l'instar de la machine à café du RDC.

Toutefois, le visiophone et le lecteur de badge située au droit de la porte menant à la partie réservée au personnel, sont implantés à plus de 1,30m du sol et à moins de 40cm d'un angle rentrant.

6.11.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
Aucun aménagement à prévoir ni au titre du Code du travail, ni au titre des ERP (zone non accessible au public).

6.11.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
<p>Déplacer le visiophone et le lecteur de badge réservés au personnel, à une hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m du sol et à plus de 40cm d'un angle rentrant.</p> <p>Estimatif : 400 € HT</p>

6.12 Sanitaires

6.12.1 Constat – Etat existant

Un cabinet d'aisances mixte adapté aux personnes handicapées est aménagé au RDC dans le bloc sanitaire accessible au public.

L'espace d'usage latéral est contrarié par la présence d'une poubelle murale, de plus, le sanitaire ne présente pas de barre de transfert. Par ailleurs, la porte est dépourvue d'une barre de tirage permettant de la refermer une fois entré, et la patère est implantée à plus de 1,30m du sol.

Aucun autre sanitaire adapté n'est présent dans l'établissement, y compris dans les zones réservées au personnel.

6.12.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
<p>La présence d'un sanitaire mixte adapté constitue une disposition dérogatoire compte tenu que les sanitaires non adaptés sont prévus pour chaque sexe. Dans le cas où cette dérogation n'aurait pas été accordée par la commission d'accessibilité, il conviendrait d'indiquer que tous des sanitaires sont mixtes.</p> <p>Par ailleurs, dans le sanitaire adapté, il conviendra de mener les actions correctives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déplacer la poubelle afin de restituer l'espace d'usage latéral ; - Mettre en œuvre une barre horizontale permettant le transfert latéral, à une hauteur comprise entre 0,70 et 0,80m - Déplacer la patère à une hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m du sol ; - Sur la porte du sanitaire, ajouter une barre décentrée permettant de fermer la porte derrière soi une fois entré ; - A chaque niveau, mettre en œuvre une signalétique (pancarte) indiquant où se situent les sanitaires adaptés. <p>Estimatif : 400 € HT</p>

6.12.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
<p>En complément des préconisations faites au scénario 1, il conviendra de créer au R+1, des sanitaires adaptés pour chaque sexe (un sanitaire pour chaque sexe par niveau).</p> <p>Estimatif : 2 x 3 000 € = 6 000 € HT</p>

6.13 Eclairage

6.13.1 Constat – Etat existant

L'éclairage de jour est jugé satisfaisant (audit réalisé en journée).

6.13.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
<p>Pour mémoire, il conviendra de s'assurer que les dispositifs d'éclairage extérieur permettent d'assurer des valeurs d'éclairement moyen horizontal de 20 lux (valeurs mesurées au sol le long du parcours usuel de circulation).</p> <p>Dans le cas contraire, des points lumineux supplémentaires devront être mis en œuvre en évitant tout effet d'éblouissement direct des usagers en position « debout » comme « assis » ou de reflet de la signalétique.</p> <p>Estimatif : non chiffré</p>

6.13.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
<p>Dito scénario 1.</p>

6.14 Dispositions spécifiques applicables à certains types d'établissements

6.14.1 Constat – Etat existant

Les tables de la salle de lecture accessible au public présentent une face supérieure implantée à une hauteur inférieure à 0,80m, ainsi qu'un vide en partie inférieure d'au moins 0,30m de profondeur, 0,60m de largeur et 0,70m de hauteur.

Toutefois, s'agissant des tables dédiées à la lecture des microfilms, ces dispositions ne sont pas respectées.

6.14.2 Scénario 1

Préconisations, Avis ou Dérogations
<p>La lecture des microfilms devra s'effectuer sur des tables présentant une face supérieure implantée à une hauteur maximale de 0,80m, ainsi qu'un vide en partie inférieure d'au moins 0,30m de profondeur, 0,60m de largeur et 0,70m de hauteur.</p> <p>Estimatif : 500 € HT</p>

6.14.3 Scénario 2

Préconisations, Avis ou Dérogations
<p>Dito scénario 1</p>



**BUREAU
VERITAS**

SOLUTIONS

LEAVE YOUR MARK

IN SHAPING A MODERN SOCIETY

